

RESUME

Avant d'énumérer les sanctions que le créancier peut avoir à sa disposition à l'égard de son débiteur, il faut commencer par constater l'inexécution de son obligation.

Or, il existe plusieurs modalités d'exécution d'une obligation qu'il est important de connaître.

La modalité la plus classique consiste **en un paiement volontaire**. Cette modalité nécessite d'identifier les parties au paiement, les modalités de ce paiement et de disposer en outre des preuves permettant de justifier de ce paiement.

Les **autres modes de paiement** sont la compensation, la novation, la délégation, la dation en paiement et la confusion. Pour chacun d'entre eux, il faut en connaître les conditions de validité ainsi que les effets.

Une fois constatée l'absence d'exécution de son obligation par le débiteur, le créancier peut mettre en œuvre plusieurs actions.

Certaines de ces actions sont possibles **pour tout contrat**. Il s'agit du recours en exécution forcée, de l'engagement de la responsabilité contractuelle du débiteur et des mesures portant directement sur les biens du débiteur.

D'autres actions ne sont possibles que dans le cadre de **contrats synallagmatiques**. Il s'agit du recours pour demander la résolution ou résiliation du contrat et de l'exception d'inexécution.

Il est important de souligner que ces différents recours peuvent être cumulables. Il est ainsi possible de demander la résolution du contrat mais également le versement de dommages et intérêts pour compenser le préjudice subi.

CORRIGES

Exercices

★ EXERCICE 1 La déprime de l'artiste ✕ 15 minutes

1. Quel est le recours en justice invoqué par Matthias ? Est-il applicable dans ce cas ?

Principes juridiques

En cas d'inexécution de son obligation par le débiteur, le créancier peut exercer un **recours en exécution forcée**. Ce recours a pour but de contraindre le débiteur à exécuter son obligation. Il est souvent accompagné d'une condamnation sous astreinte.

Pour exercer ce recours, il faut respecter **plusieurs conditions** :

- mettre le débiteur en demeure de s'exécuter dans un certain délai ;
- en cas d'inexécution dans le délai fixé, faire un recours devant le juge qui rend une ordonnance ;
- en cas d'ordonnance avec injonction de faire, possibilité pour le débiteur de faire opposition dans le délai d'un mois.

De plus, l'exécution forcée est possible en cas d'obligation de donner, elle est plus **difficile en cas d'obligation de faire mais peut se résoudre par une prise en charge des frais par le débiteur**. En revanche, elle est impossible si cette obligation de faire concerne un contrat conclu *intuitu personae* nécessitant une intervention personnelle de la part du débiteur.

Application au cas

Matthias aurait dû mettre en demeure Angelo de s'exécuter en lui fixant un délai raisonnable. Cependant, si celui-ci ne s'exécute pas, Matthias ne pourra pas obtenir d'exécution forcée. En effet, il s'agit d'une prestation intellectuelle que seul l'artiste peut réaliser et pour laquelle on ne peut le contraindre.

2. Quels autres recours Matthias pourrait-il faire ?

Principes juridiques

En cas d'inexécution de ses obligations par le débiteur, le créancier peut engager sa **responsabilité contractuelle** pour obtenir le versement de dommages et intérêts. La principale condition à respecter est de prouver qu'il y a un préjudice et un lien de causalité avec le fait générateur reproché, c'est-à-dire l'inexécution du contrat. De plus, le préjudice doit être personnel.

Il peut également demander la **résolution ou résiliation du contrat**. La résolution a pour effet de remettre les parties en l'état. La résiliation est possible pour les contrats à exécution successive et n'a d'effet que pour l'avenir.

Enfin, en cas de contrat synallagmatique, le créancier peut invoquer l'**exception d'inexécution** et refuser d'exécuter sa prestation tant que le débiteur n'exécute pas la sienne.

Application au cas

Matthias ne peut pas demander la résolution du contrat car la remise en l'état des parties n'est pas possible. Il ne peut pas non plus demander la résiliation puisqu'il a payé la totalité du prix. En revanche, il pourra demander le remboursement d'une partie du prix du fait de l'exécution incomplète du portrait de sa femme. Il peut également exercer un recours en responsabilité pour obtenir des dommages et intérêts s'il arrive à prouver un préjudice personnel. Pour ce point, il serait souhaitable que ce recours soit exercé par sa femme directement.

★★ EXERCICE 2 Le bail d'un local à usage d'habitation et ses obligations ✕ 25 minutes

1. Pouvez-vous présenter les conditions relatives à l'action exercée par le propriétaire de cet appartement ?

Principes juridiques

En cas d'inexécution de ses obligations par le débiteur, le créancier peut demander au juge la **résolution du contrat**. Cette demande doit respecter certaines conditions :

- prouver l'inexécution de l'obligation ;
- prouver que cette inexécution porte sur un aspect essentiel du contrat ;
- être le créancier.

Application au cas

En l'espèce, le propriétaire de cet appartement souhaite exercer une action résolutoire afin de demander l'annulation du contrat de location.

2. Peut-il demander le versement d'une indemnité d'occupation ?

Principes juridiques

En cas de contrat à exécution successive, seule la **résiliation du contrat** est possible, c'est-à-dire une annulation du contrat pour l'avenir. La remise en l'état des parties n'est pas possible.

Ce recours en résiliation peut être accompagné d'une demande de versement de dommages et intérêts pour compenser le préjudice subi.

Application au cas

En l'espèce, le propriétaire peut uniquement demander la résiliation du contrat. Il n'y aura pas de remise en l'état des parties. Il n'aura pas à rembourser les loyers et il ne pourra pas imposer au locataire de verser une indemnité d'occupation. En revanche, il a la possibilité de demander le versement de dommages et intérêts s'il prouve qu'il a subi un préjudice personnel du fait du non-paiement du loyer.

3. Quel moyen Sandrine a-t-elle décidé d'invoquer pour ne pas payer le loyer ? Pensez-vous que cela soit suffisant ? Comment pouvez-vous la conseiller ?

Principes juridiques

En cas de contrat synallagmatique, l'un des contractants peut invoquer l'**exception d'inexécution**. Elle lui permet de ne pas exécuter ses obligations tant que l'autre n'a pas exécuté les siennes.

Pour que ce recours soit possible, il faut respecter **les conditions suivantes** :

- le créancier doit être de bonne foi ;
- il n'a pas à faire une demande en justice.

Cependant, les effets de ce recours sont limités. En effet, il s'agit d'**une mesure temporaire** puisque les obligations des parties sont suspendues, mais **restent exigibles**. Cette exception d'inexécution doit avoir l'effet d'une contrainte sur le débiteur. Si cela ne suffit pas, alors le créancier pourra demander la résolution ou résiliation du contrat.

Application au cas

En l'espèce, le propriétaire n'a pas effectué les travaux qui sont à sa charge. Sandrine peut invoquer l'exception d'inexécution pour ne pas payer le loyer tant que le propriétaire n'aura pas effectué ces travaux.

Cependant, ce n'est qu'une solution à court terme. Si le propriétaire ne s'exécute pas, alors Sandrine pourra demander la résiliation du contrat de location. Elle pourra également demander le versement de dommages et intérêts pour le préjudice qu'elle a subi.

★★★ EXERCICE 3 La société LF et la compensation ⌘ 30 minutes

1. Quel(s) recours pouvez-vous conseiller à la société LF ? Justifiez votre proposition.

Principes juridiques

En cas d'inexécution de ses obligations par le débiteur, le créancier peut exercer un **recours en exécution forcée** afin d'obtenir le bien attendu. Ce recours est possible s'il s'agit d'une obligation de donner. Il est plus difficile s'il s'agit d'une obligation de faire ou de ne pas faire.

La **compensation** est un moyen de paiement utilisable en cas d'obligations réciproques. Elle permet de compenser une créance par une dette réciproque, et inversement.

Pour que la compensation soit possible, les dettes doivent respecter certaines conditions : réciproques, fongibles, liquides et exigibles.

Application au cas

En l'espèce, comme il s'agit d'une obligation de paiement, la société LF pourrait faire un recours en exécution forcée contre la société Wu pour obtenir le règlement de cette facture. Comme la société Wu semble avoir des difficultés financières, il se peut que, malgré ce recours, la société LF n'obtienne pas le paiement de ladite facture.

Le recours en compensation semble préférable dans cette situation. La société LF a une dette financière envers la société Wu, et réciproquement. Les deux dettes sont des sommes d'argent, dont le montant est connu et elles sont exigibles. La compensation pourra avoir lieu à hauteur du montant le plus faible.

2. Quels seront les effets de cette fusion sur la facture impayée par la société LF ?

Principes juridiques

La **confusion** résulte de la réunion des qualités de créancier et de débiteur d'une même obligation dans la même personne. Elle éteint la créance et ses accessoires, sous réserve des droits acquis par ou contre des tiers. Il s'agit d'un moyen de paiement de ses obligations.

Application au cas

En l'espèce, la fusion entre la société LF et la société MP a pour effet de créer une confusion. La société LF a une dette envers la société MP, le créancier. Le fait pour la société MP d'absorber la société LF aura pour conséquence d'éteindre cette dette, le créancier se retrouvant également débiteur. Par contre, il en sera tenu compte dans le cadre du protocole de fusion et du calcul du rapport d'échanges lors de l'évaluation des deux sociétés.